

Contrat de législature Nouveau front populaire

INTERNATIONAL

Promouvoir une diplomatie française au service de la paix

Faire des propositions en vue d'une diplomatie de promotion des biens communs planétaires :

- Une diplomatie qui préserve notre environnement : reconnaître le crime d'écocide, protection des fonds marins, défense de la gestion des pôles comme bien communs de l'humanité, soutenir la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale
- Une diplomatie au service de la santé : défendre la levée des brevets sur les vaccins et moyens médicaux de lutte contre les pandémies
- Une diplomatie qui garantit la démilitarisation et la dépollution de l'espace

Adopter une diplomatie féministe en augmentant les financements internationaux pour les droits des femmes et en poussant l'adoption de la clause de la législation la plus favorisée en Europe

La France respecte son engagement à attribuer 0,7% de son RNB à l'aide publique au développement

1. Défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires, dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix.

2. Agir pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et pour une paix juste et durable

Rompre avec le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Netanyahu pour imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza et faire respecter l'ordonnance de la CIJ qui évoque sans ambiguïtés un risque de génocide.

Agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas, dont nous rejetons le projet théocratique, et pour la libération des prisonniers politiques palestiniens.

Soutenir la Cour Pénale Internationale dans ses poursuites contre les dirigeants du Hamas et le gouvernement israélien.

Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU.

Décréter un embargo sur les livraisons d'armes à Israël.

Infliger des sanctions contre le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahou tant que celui-ci ne respecte pas le droit international à Gaza et en Cisjordanie.

Demander la suspension de l'accord d'association Union Européenne - Israël conditionné au respect des droits humains.

Permettre l'organisation d'élections libres sous contrôle international pour permettre aux palestiniens de décider de leur destin.

Faire respecter la souveraineté du Liban et la protection des 700 français engagés sous casques bleus pour le droit international.

EUROPE

- Nous refuserons les contraintes austéritaires du pacte de "stabilité".
- Proposer un pacte européen pour le climat et l'urgence sociale / Phase 2 du pacte vert et buy european act
- Réforme de la PAC
- Fin des traités de libre échange
- Instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe
- Adopter un mécanisme d'harmonisation sociale par le haut social entre les Etats pour mettre fin aux politiques de dumping social et fiscal
- Réindustrialisation de l'Europe : numérique, industrie du médicament, énergie...
- Règle verte pour sortir les investissements verts du calcul des déficits et prioriser des investissements verts
- Taxer les plus riches au niveau européen pour augmenter les ressources propres du budget de l'Union Européenne
- Généralisation de la taxation des superprofits au niveau européen
- Modifier le droit de la concurrence en Europe : droit de monopole public au niveau national
- Passer au vote à la majorité qualifiée au conseil pour les questions fiscales

Conformément à ce que nos groupes ont voté à l'Assemblée nationale, nous refuserons, pour l'application de notre contrat de législature, le pacte budgétaire, le droit de la concurrence lorsqu'il remet en cause les services publics et nous rejetterons les traités de libre-échange.

POUVOIR D'ACHAT

Décret de blocage des prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants.

Abolir la taxe Macron de 10% sur les factures d'énergie, annuler la hausse programmée du prix du gaz au 1er juillet et interdire les réductions de puissance d'électricité.

Développer un service public de la cantine scolaire, généralisé et gratuit avec compensation intégrale pour les collectivités.

PAUVRETÉ

Lutter contre la pauvreté par le plafonnement des frais bancaires, l'abolition des coupures d'électricité, de chaleur et de gaz (hors trêve hivernale), la gratuité des premiers kilowattheures et l'annulation des réformes Macron sur le RSA

Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés sous le seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans pour les personnes indépendantes fiscalement et dès 16 ans pour les élèves de l'enseignement professionnel)

SALAIRE

Augmentation des salaires par le passage du SMIC à 1600€ net, l'indexation des salaires sur l'inflation, la hausse de 10% du point d'indice (intégralement compensée pour les collectivités territoriale) et l'organisation d'une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification.

PROTECTION SOCIALE

Réaffirmer l'objectif commun avec le droit à la retraite à 60 ans et abroger immédiatement par le décret d'application de la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

- augmentation du minimum contributif au niveau du SMIC et du minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté.
- rétablissement des facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron
- prise en compte le revenu de solidarité active (RSA) pour valider des trimestres en vue de la retraite
- indexation du montant des retraites sur les salaires
- soumettre à cotisation les dividendes, participation, épargne salariale, rachats d'action, heures supplémentaires
- augmentation de 0,25 point par an pendant 5 ans de cotisation vieillesse et modulation des cotisations sociales patronales
- création d'une surcotisation sur les hauts salaires

Porter l'Allocation adulte handicapés au niveau du SMIC revalorisé

Annuler les réformes Macron de l'assurance chômage

Lancer un plan Grand âge en rénovant les EHPAD, en augmentant et en formant les professionnels du grand âge

Création d'un congé menstruel dans toutes les entreprises et administrations

SERVICES PUBLICS

Dès l'été, lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, à l'école publique, dans la justice, dans la police, dans les services et les agences de l'Etat.

Garantir l'accès aux services publics à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire par un plan d'investissement. Personne ne doit habiter à moins de trente minutes d'un accueil physique des services publics

Garantir l'accès à chaque famille à un mode de garde adapté grâce à un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places (crèches ou autre solution)

Organiser des états généraux des quartiers populaires et des états généraux des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale notamment dans les services publics

Interdiction des placements hôteliers dans le cadre de l'ASE et l'interdiction des sorties sèches à 18 ans

EDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Redonner à l'école publique son objectif d'émancipation en abrogeant le "choc des savoirs" de Macron, en préservant la liberté pédagogique, en réduisant les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves et en instaurant la gratuité intégrale (fournitures, manuels, activités périscolaires, transport scolaire),

Abolir Parcoursup et la sélection dans l'université publique et instaurer le repas à 1 euro pour tous les étudiants.

Faire une loi de programmation de la recherche

Moduler les dotations des établissements scolaires - y compris privés - en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale.

Investir dans l'Éducation nationale à hauteur des besoins en engageant la revalorisation des grilles de salaires, en réinvestissant dans les locaux scolaires, en renforçant les effectifs de la médecine scolaire en garantissant le nombre de personnels par établissement et de la vie scolaire en reconnaissant leur rôle pédagogique, en créant un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, en formant et titularisant les actuels AESH

SANTÉ

Dès les premières semaines, organiser une conférence sociale sur l'hôpital afin d'éviter la saturation pendant l'été, et proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels et le conditionnement de l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence des soins et à la garantie d'un reste à charge zéro.

Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aides-soignants, personnels administratifs) et de revalorisation des métiers et des salaires.

Réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux et rétablir des permanences de soin des soignants libéraux dans les centres de santé.

Créer un pôle public du médicament avec renforcement des obligations de stocks. [nationalisation de Sanofi]

Interdiction de tous les PFAS pour toutes les utilisations, notamment les ustensiles de cuisine.

TRAVAIL

Organiser une conférence nationale sur le travail et la pénibilité visant au rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures, le passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement et leur extension par la négociation collective et la réduction du temps de travail annuel par une sixième semaine de congés payés

Adopter un plan d'action "zéro mort au travail" par le rétablissement des CHSCT, l'embauche d'inspecteurs du travail et de médecins du travail, la mise à jour du tableau des maladies professionnelles en intégrant notamment le burn-out

FISCALITÉ

Adopter une politique fiscale juste où l'on contribue selon ses moyens :

- accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches
- rendre la CSG progressive
- rétablir un ISF renforcé avec un volet climatique
- supprimer la flat tax et rétablir l'exit tax
- supprimer les niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes
- réformer l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif, renforcer en ciblant sur les plus hauts patrimoines et instaurer un héritage maximum
- instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés

OUTRE-MER

Prendre des décrets d'urgence pour les outre-mer par le renforcement du bouclier qualité prix , la réglementation des tarifs de desserte aérienne et un taux maximal de sucre dans les aliments transformés.

Organiser un congrès général des territoires éloignés et insulaires pour établir un plan d'action partagé pour l'égalité et l'autonomie dans les Outre-mer sur la base des cahiers de revendications et des « plans pays » et la mise en place d'un plan quinquennal d'investissement

Organisation de la distribution de bouteilles d'eau et plafonnement du prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant via modification du plan ORSEC-eau, et mise en place de grands travaux de rénovation des canalisations d'eau

Créer un fonds d'indemnisation et de prévention contre les pollutions pour indemniser et assurer la prise en charge médicale des victimes du chlordécone et des sargasses et investir dans la dépollution et la décontamination des sols et des eaux (chlordécone et du glyphosate aux Antilles, mercure en Guyane, essais nucléaires en Polynésie...).

Mayotte ne doit pas être un territoire de seconde zone de la République. L'Aide médicale d'Etat doit être étendue et les niveaux du RSA et du SMIC doivent être alignés sur le reste du pays. Tous les enfants doivent être effectivement scolarisés.

Prendre systématiquement en compte les outre-mers dans chaque texte législatif

Lutter contre les situations de monopole dans les outre-mers.

Proposer un principe de faveur des ultra-marins sur les postes à responsabilité et favoriser le retour des fonctionnaires d'Etat.

Favoriser l'enseignement des langues régionales en outre-mer.

Développer le ferroviaire pour diminuer la circulation routière

KANAKY-NOUVELLE CALÉDONIE

Abandonner le processus de réforme constitutionnelle visant au dégel immédiat du corps électoral. C'est un geste fort d'apaisement qui permettra de retrouver le chemin du dialogue et de la recherche du consensus. A travers la mission de dialogue, renouer avec la promesse du « destin commun », dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et d'impartialité de l'Etat, en soutenant la recherche d'un projet d'accord global qui engage un véritable processus d'émancipation et de décolonisation.

ECONOMIE ET RÉINDUSTRIALISATION

Souveraineté

Engager un plan de reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France et de l'Europe dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, technologies de pointe, voitures électriques, panneaux solaires etc.)

Réaliser un diagnostic préalable des ressources naturelles avant implantation.

Encadrer la sous-traitance, garantir la responsabilité du donneur d'ordre et mettre en place des quotas de sous traitants issus du tissu de TPE/ PME et de l'artisanat local.

Conditionner les aides aux entreprises au respect de critères environnementaux, sociaux et de lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise. Les inscrire dans une stratégie industrielle publique. Exiger le remboursement des aides en cas de non-respect des contreparties.

Faire des salariés de véritables acteurs de la vie économique, en leur réservant au moins un tiers des sièges dans les Conseils d'Administration et en élargissant leur droit d'intervention dans l'entreprise.

Réglementer la banque et la finance pour éviter de nouvelles crises et financer l'économie réelle :

- Augmenter les réserves des banques pour faire face aux risques climatiques
- Zero financement des banques pour les énergies fossiles en commençant par les nouveaux projets
- Taxation renforcée des transactions financières

Créer un droit de préemption pour permettre aux salariés de reprendre leur entreprise sous la forme d'une coopérative.

Créer un pôle public bancaire s'appuyant sur la caisse des dépôts et des consignations et la banque publique d'investissement qui aura notamment pour tâche d'affecter la collecte de l'épargne réglementée vers les besoins sociaux et écologiques.

AGRICULTURE

Renverser la logique des négociations commerciales en garantissant un prix plancher et rémunérateur aux producteurs et en taxant les super profits des agro-industriels et de la grande distribution.

Annuler l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA) ; renoncer à l'accord du Mercosur et protéger nos agriculteurs de la concurrence déloyale.

Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas nos normes sociales et environnementales.

Lutter contre l'accaparement des terres et permettre à chaque agriculteur qui souhaite s'installer d'accéder à une exploitation pour préserver le modèle familial agricole.

Sortir des fermes usines, améliorer le bien-être animal et interdire l'élevage en cages d'ici la fin de mandature.

Soutenir la filière du Bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale et garantir un débouché des produits bio dans la restauration collective.

Rétablissement du plan Ecophyto, interdire le glyphosate et les néonicotinoïdes avec accompagnement financier des paysans concernés

ESS

Accompagner les reprises des entreprises en scop par les salariés

Abroger le contrat d'engagement républicain liberticide pour les associations

LOGEMENT

Construire 200 000 logements publics par an pendant cinq ans aux normes écologiques les plus ambitieuses et revenir sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliards d'euros annuels.

Adopter une grande loi pour garantir le droit au logement effectif comprenant notamment :

- l'abrogation de la loi Kasbarian qui criminalise les locataires et interdire les expulsions locatives pour impayés sans proposition de relogement
- l'encadrement des loyers de manière obligatoire dans les zones tendues ainsi que des prix du foncier
- la garantie universelle des loyers pour sécuriser les propriétaires et les locataires
- Aucune remise en cause de la loi SRU et aggravation des sanctions contre les communes hors la loi
- Ouvrir le prêt à taux zéro à tous les ménages primo-accédants sans distinction géographique ou entre neuf ou ancien.

Créer des places d'accueil d'hébergement d'urgence permettant un accueil inconditionnel et procéder dans les situations d'urgence à la réquisition des logements vides nécessaires pour loger les sans-abris.

Revaloriser de 10% les APL

CULTURE / MÉDIAS

Renforcer le budget public consacré à l'art, la culture et la création à 1% du PIB par an à l'ensemble des esthétiques et dans l'ensemble du pays.

Limiter strictement la concentration dans les industries culturelles et les médias par quelques propriétaires et exclure des aides publiques les médias condamnés pour incitation à la haine ou atteinte à la dignité des personnes.

Défendre l'indépendance des rédactions face à leur propriétaire

Garantir la pérennité d'un service public de l'audiovisuel en instaurant un financement pérenne, lisible, socialement juste et garantissant son indépendance.

Étendre la gratuité dans tous les musées nationaux, garantir une tarification abordable dans les institutions publiques et encadrer les tarifs abusifs des lieux privés.

Défendre et améliorer le régime des intermittents et aller vers la création d'un nouveau régime pour les artistes-auteurs.

SPORT

Fixer la pratique de l'EPS à quatre heures hebdomadaires tout au long de la scolarité et créer une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré.

Augmenter le montant du pass'sport à 150 euros et étendre son utilisation au sport scolaire.

Porter un plan de 10 000 équipements sportifs supplémentaires, pensé pour favoriser la pratique du sport féminin et du parasport. Rénover les équipements sportifs existants, notamment dans les universités.

Porter les moyens du ministère des sports à 1% du budget de l'État.

Développer des maisons de sport-Santé dans tout le pays et rembourser le sport sur ordonnance.

JEUNESSE

Arrêter le Service National Universel pour soutenir à nouveau les associations de jeunesse et d'éducation populaire

Créer un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun ainsi qu'aux vélos et voitures en libre service du territoire français.

Relancer la création massive d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire.

Augmenter les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants.

IMMIGRATION

Abroger les lois asile et immigration de Macron

Assurer un accompagnement social et une autorisation de travailler pour les demandeurs d'asile

Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence

Créer un statut de déplacé climatique

Améliorer les conditions d'accueil des exilés à Mayotte et supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste du territoire.

Création de voie légale et sécurisée d'immigration

Réviser le pacte asile immigration pour un accueil digne des migrants

Mettre en place une agence de sauvetage en mer et sur terre, dans l'attente de sa création au niveau européen et en appui de l'agence de l'Union européenne pour l'asile

Mettre fin des mesures dérogatoires sur l'étude de la demande d'asile

Renforcer les politiques de co-développement aux services des populations.

Garantir l'accès à l'aide médicale d'Etat

Sûreté, sécurité et Justice

Assurer la sécurité de la population par le rétablissement de la police de proximité, la suppression de la réforme Darmanin qui a affaibli la police judiciaire, maintien de l'ensemble des gendarmeries, l'augmentation des effectifs de police judiciaire, technique, scientifique, du renseignement et des unités en charge du narcotrafic, de la délinquance financière, du trafic d'êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux.

Refonder la police républicaine, en modifiant le schéma national du maintien de l'ordre (interdiction du LBD et des grenades mutilantes, démantèlement des BRAV-M), en revoyant et en allongeant la formation des policiers, ainsi qu'en mettant en place un nouveau code de déontologie et en supprimant l'IGPN et l'IGGN et les remplacer par un nouvel organisme indépendant, rattaché à la Défenseure des droits.

L'augmentation des moyens de la justice pour garantir un traitement juste et dans un délai raisonnable de l'ensemble des procédures, notamment par l'embauche de magistrats, greffiers, agents de la protection judiciaire de la jeunesse.

Agir contre la surpopulation carcérale et assurer des conditions dignes de détention et donner les moyens à l'administration pénitentiaire et judiciaire de réaliser sa mission en toute sécurité.

Mettre en place les récipissés pour les contrôles d'identité

LIBERTÉS PUBLIQUES

Etats généraux sur les libertés publiques

Abroger les dispositions liberticides des lois sécurité globale, séparatisme, et les lois qui instaurent un état d'urgence permanent et porte atteinte à nos libertés individuelles et collectives, et réviser la loi et la doctrine sur l'ouverture du feu pour que cessent les morts pour refus d'obtempérer

Interdire la reconnaissance faciale et évaluer de manière indépendante les dispositifs de vidéosurveillance en lien avec le défenseur des droits

Protéger les lanceurs d'alerte

Défendre et renforcer les libertés syndicales et associatives et en finir avec leur répression

ENVIRONNEMENT : UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE POUR LA RÈGLE VERTE

Un plan climat visant la neutralité carbone en 2050

ENERGIE

Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages et garantissant leur prise en charge complète pour les ménages modestes.

Accélérer la rénovation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux,...)

Renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production)

Le parlement débatera et votera une loi énergie-climat

Nous reviendrons sur la fusion entre l'ASN et l'IRSN

Faire de la France le leader européen des énergies marines avec l'éolien en mer et le développement des énergies hydroliennes

Refus de la privatisation ou de la mise en concurrence des barrages hydroélectriques

TRANSPORTS

Transports publics : Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires, etc.) et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %

Mettre en place un plan rail et fret, la création des services express régionaux. Adopter un moratoire sur la fermeture des petites lignes et réouverture immédiate dès que c'est possible. Revenir sur la privatisation de fret SNCF

Moratoire sur l'A69 et réévaluation des grands projets d'infrastructures autoroutière

Moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières.

BIODIVERSITE

Protéger la biodiversité par la défense des zones agricoles, naturelles et les zones humides, doubler et améliorer la protection des aires maritimes protégées.

Protéger la forêt, garantir la diversité des essences, avec une filière sylvicole respectueuse de la biodiversité et des sols, garantir les qualifications et les emplois des forestiers.

Rétablissement des milliers de postes supprimés dans le service public de suivi et de protection de la nature : à l'Office national des forêts, l'Office français de la biodiversité, à Météo France, au Cerema.

L'EAU NOTRE BIEN COMMUN

La gestion 100% publique de l'eau en régies locales : pour la gratuité des premiers mètres-cubes indispensables à la vie et la tarification progressive et différentielle des usages.

Mettre en place des règles précises de partage de l'eau sur l'ensemble des activités et adopter un moratoire sur les mégabassines

Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines et faire contribuer les industriels à la dépollution des nappes et des sols

Mailler le territoire de fontaines à eau, de douches et de sanitaires publics et gratuits.

RÉPUBLIQUE

Abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions

- Instauration de la proportionnelle
- revitaliser le Parlement
- abroger le 49.3
- défendre la décentralisation effective de l'organisation de la République renforçant la démocratie locale dans l'unité de la République

Instaurer le référendum d'initiative citoyenne et renforcer le RIP

Passer à une 6ème république par la convocation d'une assemblée constituante citoyenne élue

LAÏCITÉ

Engager un vaste plan de formation des fonctionnaires à la laïcité, aux principes juridiques de la loi de 1905, renforcer la pédagogie de la laïcité dans l'Éducation nationale pour accompagner les professeurs. Augmenter les moyens de la Miviludes et élargir son intervention au domaine de la formation professionnelle et de la santé publique.

Protéger la liberté de conscience, combattre tous les communautarismes, les intégrismes, les atteintes à l'interdiction du port des signes religieux à l'école, ainsi que l'usage politique des religions.

Abroger le concordat d'Alsace Moselle

Refuser les financements publics pour la construction de nouveaux édifices religieux, dédiés aux activités culturelles ou d'établissements confessionnels

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES & DROITS LGBTI

Prendre en charge par la sécurité sociale des protections menstruelles et sanctionner les fabricants qui ne respectent pas le contrôle sanitaire et régulation des prix

Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros.

Instaurer l'égalité salariale dans les entreprises

Établir la filiation par reconnaissance comme principe par défaut, rembourser la procréation médicalement assistée (PMA), la rendre accessible aux personnes trans

Mettre en œuvre un plan d'éradication des violences à l'encontre des personnes LGBTQI

Autoriser le changement d'état-civil libre et gratuit devant un officier d'état civil

VERSION TRAVAIL 04h30

Au moment où l'extrême-droite menace, nous rappelons la parole et les actes racistes, antisémites, et anti-musulman/islamophobes se propagent dans toute la société. Aucune tolérance n'est de mise face à ces menaces et à ces comportements d'où qu'ils viennent.

L'antisémitisme connaît une recrudescence dangereuse. Il a une histoire tragique dans notre pays qui ne doit pas se répéter. Au nom de cette histoire, tous les courants propageant la haine des juifs doivent être également combattus, et l'extrême-droite demeure un ennemi juré de la lutte contre ce phénomène.

- Nous proposerons un plan interministériel pour comprendre, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment à l'école, et contre ses effets sur la vie des populations dans notre pays. Nous proposerons au Parlement une commission d'enquête parlementaire/mission d'information/parlementaire en mission sur ce sujet.

Une autre haine cible particulièrement les musulmans ou les personnes assimilées à cette religion, par des menaces, des insultes, des actes de violences en forte augmentation. Ces violences découlent notamment de l'omniprésence des discours antimusulmans dans certains médias, principalement les chaînes d'information en continu. Elles vivent aujourd'hui dans la peur de la victoire de l'extrême-droite.

- Nous proposerons un plan interministériel pour comprendre, prévenir et lutter contre l'islamophobie en France, notamment à l'école, et contre ses effets sur la vie des populations dans notre pays. Nous proposerons au Parlement une commission d'enquête parlementaire/mission d'information/parlementaire en mission notamment dans le milieu professionnel et les départs qu'il provoque.
- Ouvrir toutes les archives sur les guerres de décolonisation et soutenir la recherche universitaire pluridisciplinaire sur l'histoire de la colonisation et de l'immigration ;

Assurer la sécurité des lieux cultuels et culturels juifs, musulmans de notre pays en renforçant si nécessaire toutes les mesures de protection policières dont elles bénéficient ;

S'attaquer à nos compatriotes pour leur couleur de peau ou leur religion, c'est s'attaquer à la République. En voir certains quitter ou vouloir quitter notre pays est un échec collectif.

- Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes/anti-musulmans et antisémites.
- Instaurer un Commissariat à l'égalité doté d'un Observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel.
- Adopter un plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions.